

## INTRODUCTION

Le territoire existerait-il sans le support des espaces de vie, sans les déplacements individuels, les cheminements et les pratiques routinières du quotidien, qui donnent corps et consistance à toutes les formes de rapports spatiaux ?

Guy Di Méo, *Géographie sociale et territoire*.

Combien de nouveaux départs vers la Silicon Valley de jeunes informaticiens indiens séduits par la réussite éclatante de leurs compatriotes revenus s'installer à Bangalore ou à Hyderabad... Combien de paysans pauvres du Bihar partis travailler au Panjab irrigué – remplaçant ainsi les Panjabis émigrés en Europe ou en Amérique du Nord – puis retournant dans leur village... Aux périphéries de Karachi, Mumbai ou Dacca, combien de travailleurs pendulaires prenant le bus ou le train tous les matins, pour se rendre sur leur lieu de travail dans le centre de l'agglomération... À Prayag (Allahabad), ce sont quelque quinze millions de pèlerins qui affluent tous les douze ans pour célébrer le Kumbh Mela avant de se disperser aux quatre coins du territoire... Au-delà de la grande diversité de tous ces itinéraires, n'existe-t-il pas une grille de lecture commune qui pourrait mettre toutes ces *circulations* en regard avec l'espace qui les contient ? Ces mobilités en boucle ne donnent-elles pas une épaisseur à cet espace, certaines lui conférant une identité, d'autres une profondeur, ou bien des frontières, ou encore une dynamique ? Ces circulations ne créent-elles pas des *territoires*, et ces territoires ne sont-ils pas le support indispensable de ces circulations ?

### PROBLÉMATIQUE ET CONCEPTS

Ce volume, dont l'ambition est de mieux cerner les interrelations entre circulation et territoire dans le monde indien contemporain, s'inscrit au sens

le plus large dans le champ d'une géographie de la circulation visant à appréhender «la circulation des hommes, des produits de leur activité et de celle de leur pensée» (Cavaillès 1940: 170). Dans ce vaste domaine, nous nous intéresserons essentiellement à la circulation des personnes, sans ignorer que celle-ci est également le moteur ou le vecteur de la circulation d'objets matériels et de flux immatériels, dont les effets sur les espaces mis en liaison et les sociétés affectées sont tout aussi importants. Plus précisément, notre problématique rejoint les réflexions développées plus récemment sur les mobilités spatiales et les échanges envisagés «à travers le prisme des constructions territoriales» (Capron, Cortès, Guétat-Bernard, eds., 2005: 9).

L'attention portée sur la période contemporaine résulte de la genèse du groupe de chercheurs à l'origine de cet ouvrage. Celui-ci s'est constitué au Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS) en prenant, dans une certaine mesure, le relais d'une équipe antérieure qui avait abordé l'histoire des circulations dans le monde indien du XV<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Notre groupe s'est donc proposé une perspective complémentaire, fondée sur une approche spatialisée, et centrée sur le contemporain<sup>2</sup>.

#### LA CIRCULATION: UNE FORME SPÉCIFIQUE DE MOBILITÉ SPATIALE

La circulation des personnes n'englobe pas toutes les formes de mobilité spatiale des populations. La notion de circulation implique en effet l'idée d'une boucle (du latin *circularis*, cercle) et donc d'un retour au lieu de départ. Zelinsky, le premier géographe à avoir proposé un modèle d'évolution des diverses formes de la mobilité territoriale (l'hypothèse de la transition de la mobilité), distingue ainsi: les migrations conventionnelles ou migrations résidentielles, c'est-à-dire «les déplacements impliquant un changement permanent ou semi-permanent de résidence»; et la circulation, qui «recouvre une grande variété de déplacements, habituellement de courte durée, répétitifs ou cycliques par nature, mais qui ont tous en commun l'absence de toute intention déclarée d'un changement de résidence permanent ou durable» (Zelinsky 1971: 225-226)<sup>3</sup>. Contrairement aux migrations permanentes ou définitives, la circulation n'entraîne donc pas de rupture avec le lieu d'origine.

Mais comment distinguer sans équivoque un déplacement temporaire d'un déplacement permanent ou sans intention de retour? En l'absence de consensus sur les critères de durée, les types précis de déplacements inclus sous le label «circulation» divergent d'une étude à l'autre. Il en résulte un certain flou conceptuel et une multitude de termes qui sont loin d'être tous équivalents: migrations oscillantes, circulaires, cycliques, tournantes, saisonnières, temporaires, de retour, flottantes; mouvements pendulaires, navettes, turbulences, etc., avec des critères de durée extrêmement variables. Ainsi, on distingue souvent, dans les mobilités

liées au travail notamment, les navettes journalières des autres formes de mobilité circulaire, en raison de leurs caractéristiques distinctes et de leurs implications différentes en matière de politique d'aménagement du territoire (Goldstein 1978 ; Young 1984).

Comme l'ont souligné plusieurs géographes, les différentes formes de mobilité spatiale s'étendent sur un continuum spatiotemporel (Chapman & Prothero 1983), et sont souvent reliées mutuellement, voire partiellement interchangeables (Zelinsky 1983 ; Young 1984). Nous avons eu l'occasion de valider une telle approche dans le contexte indien (Dupont & Lelièvre 1993 ; Dupont & Dureau 1994). De même, il existe des interconnexions entre les mobilités impliquant le franchissement de frontières de types divers. Concernant le sous-continent indien, Markovits, Pouchepadass et Subrahmanyam (2003b : 7) insistent ainsi sur les nombreuses articulations qui reliaient le marché domestique du travail avec les marchés extérieurs dès l'époque coloniale. Aujourd'hui, les liens entre migrations internationales et internes sont par exemple clairement manifestes au Kerala : l'émigration massive de travailleurs, essentiellement vers les pays du Golfe, a engendré une pénurie de travail dans l'État, et un afflux de travailleurs migrants en provenance d'autres régions de l'Inde, créant ainsi d'autres circuits (Barbora, Thieme, Siegmann et al. 2008 : 58) dont les interrelations génèrent un « champ migratoire » (Simon 2006).

Aussi, dans ce recueil, la circulation sera-t-elle considérée à toutes les échelles spatiotemporelles sans exclusive, du temps du quotidien à celui d'une vie entière, de l'échelle locale à l'internationale : circumambulations autour d'un sanctuaire dans l'intervalle de quelques heures (M. Claveyrolas), circuits de pèlerins en Inde du Sud (R. Delage), migrations circulaires des campagnes ou montagnes du sous-continent vers des villes plus ou moins grandes, plus ou moins proches (D. Benbaali, D. Picherit, T. Bruslé, M. Coubat), déplacements intercontinentaux entre le Kerala et les pays du Golfe (M. Percot et S. Nair, P. Venier), entre les grandes villes de l'Inde du Sud et les États-Unis (É. Leclerc, A. Varrel), avec des retours au lieu d'origine plus ou moins réguliers, parfois après plusieurs années seulement. Si tous les gradients et types de mobilité circulaire ne sont pas représentés dans cet ouvrage (tels que les navettes quotidiennes entre lieu de résidence et lieu de travail<sup>4</sup>), cela ne résulte pas d'une délimitation *a priori* du champ de l'étude, mais reflète simplement les objets d'analyse retenus par les auteurs.

Chapman et Prothero (1983) insistent sur le principe de *flux réciproques* comme fondement de la circulation, et, au niveau des individus qui circulent, sur celui de séparation territoriale des obligations sociales, des activités et des biens. On voit ainsi comment la circulation est intrinsèquement liée à une structuration spécifique de l'espace. Ces auteurs considèrent par ailleurs la circulation comme un comportement de mobilité caractéristique des populations des

pays en développement, qu'il convient d'appréhender comme un système dont le centre de gravité serait le village, le sous-groupe local, la famille étendue ou nucléaire : « Ce qui prévaut, ce sont des circuits plutôt que des vecteurs de mouvement ; [...] des migrations avec retour plutôt que des migrations linéaires » (Chapman & Prothero 1985 : 9).

On a pu, à juste titre, écrire de la mobilité spatiale qu'elle n'était pas « un simple déplacement » mais aussi une « rencontre avec d'autres lieux, d'autres mondes, d'autres gens », et des individus mobiles qu'ils « transportent et véhiculent avec eux un ensemble de biens, de valeurs, d'attentes, de compétences qu'ils peuvent ou non mobiliser dans les lieux qu'ils traversent, empruntent, habitent », tout en étant, de la même façon, « récepteurs » (Capron, Cortès, Guétat-Bernard, eds., 2005 : 9). Ces attributs s'appliquent *a fortiori* à la circulation et aux individus qui circulent. La circulation est en effet un « terme chargé de valeur », impliquant l'idée d'une valeur ajoutée (Markovits, Pouchepadass, Subrahmanyam 2003b : 3)<sup>5</sup>. C'est précisément l'effet de boucle, le retour, inhérent à la notion de circulation, et la répétition du mouvement, qui renforcent le potentiel de transformation de cette forme spécifique de mobilité. K. Raj (2006) a ainsi montré comment la circulation entre l'Asie du Sud et l'Europe a directement contribué à la construction des savoirs au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle. Autre exemple plus récent développé par Leclerc (ce volume), la circulation des hommes d'affaires et informaticiens indiens entre le sous-continent et les États-Unis engage plus que leur seul mouvement ; circulent avec eux des relations entrepreneuriales, des contrats, des capitaux – et des idées, des schèmes de pensée et de comportement. Par le biais des circulations internationales de professionnels, ce sont aussi des modèles architecturaux et urbanistiques qui circulent et sont réappropriés dans les métropoles indiennes (Varrel, ce volume). Dans un essai théorique, Gidwani et Sivaramakrishnan (2003 : 361-362) ont mis en exergue la figure du migrant circulaire, comme celui « qui transmet non seulement des idées et sensibilités à travers ses déplacements dans l'espace géographique, mais aussi des matériaux et des techniques qui permettent la production et la transformation des espaces sociaux de mondes multiples (non seulement l'espace social du rural, mais aussi ceux de l'urbain, du régional, du national, et de ce qui s'inscrit comme le global) ». Notons cependant que ce qui se transmet avec la circulation des hommes n'est pas nécessairement porteur d'effets positifs : ainsi, des chauffeurs de camion circulant à travers toute l'Inde propagent également le virus du sida le long des grands axes routiers (Eliot 1997).

Les effets potentiels de la mobilité en général, et de la circulation en particulier, sur les milieux d'origine et de réception, conduisent logiquement à s'interroger sur la mobilité comme agent de transformation sociale et de modernisation. Cette problématique a déjà été explorée dans le contexte sud-asiatique (Gardner & Osella 2003a) sans épuiser le sujet, l'hétérogénéité des situations invalidant toute

généralisation. Les questionnements de ce volume privilégient, quant à eux, les interrelations entre circulation et territoire. Si toute circulation humaine s'inscrit nécessairement dans un espace et contribue à son organisation, si les changements dont elle est porteuse peuvent également trouver une traduction dans l'espace – de la même manière que les rapports sociaux se projettent au sol (Lefebvre 1968 ; Castells [1972] 1981) –, en plaçant le « territoire » au cœur de notre problématique, c'est une notion plus complexe qu'un cadre spatial que nous mobilisons.

#### LE TERRITOIRE : PROJECTION D'UNE IDENTITÉ SUR L'ESPACE

Ces dernières années, la notion de « territoire » a donné lieu à un afflux de publications francophones d'autant plus impressionnant qu'il n'a pas son pendant dans le monde anglo-saxon. Est-ce dû au dynamisme d'une certaine géographie culturelle ou de la géopolitique en France ou au Québec ? Est-ce simplement que l'anglais utilise en général d'autres mots (*place* en particulier) que *territory* pour traduire « territoire » ? Remarquons incidemment que la controverse relancée par D. Berti et G. Tarabout (eds., 2009) à propos de la pertinence ou non de la notion de territoire en Asie du Sud rurale a pour origine les écrits de l'anthropologue Louis Dumont. Celui-ci affirme que le territoire « n'est pas une catégorie absolue [et] n'est jamais dissocié de son contenu de parenté, sur lequel il repose en même temps que sur son association à d'autres territoires de même nature » (Dumont 1957 : 165). Le terme sanscrit *grama*, traduit d'ordinaire par « village », ne désigne-t-il pas à l'origine, dans les textes védiques les plus anciens, une troupe mobile (Colas 2009 : 102) ? Pour Dumont et Pocock (1957 : 18), « le facteur territorial, la relation au sol, n'est pas, en Inde dans son ensemble, un des facteurs primordiaux de l'organisation sociale. C'est un facteur secondaire par rapport aux deux facteurs fondamentaux que sont la parenté et la caste. » Il n'est qu'un « fait architectural et démographique » subordonné aux liens de parenté. Dumont reprend ainsi la distinction faite par Max Weber (2003) qui opposait la tribu, groupement associé à un territoire, à la caste. Aussi est-il difficile de parler de « communauté villageoise », une notion qui inclut celle de solidarité.

Notons cependant que si le territoire n'est pas un « facteur premier », Dumont et Pocock ne nient pas son existence : il est bien un « facteur », aussi secondaire soit-il... De fait, Dumont est loin de dénier toute existence au territoire en tant que tel : « Dès le début, nous avons été obligés de faire référence au fait que les systèmes de castes concrets, par opposition au modèle théorique, étaient organisés sur une étendue territoriale déterminée, étaient contenus, en quelque sorte, dans un cadre spatial. [...] Territoire, pouvoir, dominance villageoise issue de la possession du sol, voilà donc ce qui s'est déjà imposé à nous » (Dumont 1966 : 194-195). Mais il est vrai que cette territorialité s'inscrit *a priori* dans le cadre de

la caste (ou plus exactement du système local des castes, tel le *jajmani* qui associe économiquement les différentes communautés au sein du village).

Les critiques à l'encontre de la thèse de Dumont (Bailey, Srinivas, Daniel...) furent assez nombreuses : elles sont rappelées par Berti et Tarabout (eds., 2009) qui réhabilitent l'importance du territoire dans le monde indien. Contentons-nous ici d'évoquer le souvenir d'une bataille rangée opposant deux hameaux du Karnataka à propos du nom à donner à un carrefour, chaque population le revendiquant (Landy 1994). Poteaux arrachés, intervention de la police, villageois blessés... Qu'il existe dans les campagnes indiennes une « géopolitique de l'esprit de clocher » (*ibid.* : 189), qu'en Inde du Sud les noms de personnes soient couramment précédés de l'initiale du lieu de naissance en plus de celle du père, témoignent sans doute de territorialités fortes.

Mais qu'est-ce que le territoire ? Il ne s'agit pas ici de broser une somme bibliographique sur la notion, qui dépasserait le volume de ces pages et que nous avons esquissée ailleurs (Dupont & Landy 2003). Certains des chapitres qui suivent discutent le concept. Attachons-nous plutôt à regrouper les multiples sens du mot (Lévy & Lussault, s. dir., 2003) en trois grands champs :

- Le premier est celui de la géopolitique : le territoire est alors celui de l'animal, celui du roi, celui de la nation ou de la commune, que l'on défend contre l'extérieur.

- Le deuxième est celui de la gestion : le territoire est cet espace que l'on aménage : pays, région, finage.

- Le troisième est celui de l'identité : on y est attaché, on l'aime, on y a ses racines.

Assurément, les trois acceptions sont très liées. On ne défend et on ne gère bien que ce que l'on aime ; l'identité territoriale est couramment le support et la raison d'être de l'aménagement et de la délimitation d'un espace. Que ces trois champs soient distincts explique pourtant la polysémie du terme. En anglais, seul le premier champ fait employer assez souvent le terme *territory*, au sens de territoire politique, un espace qu'il s'agit de *contrôler*, en vertu d'un certain pouvoir (Sack 1986), et que l'on peut cartographier par des cartes mentales ou de papier (Ludden 2002). Mais en ce qui concerne le deuxième, le plus économique, le territoire sera qualifié selon l'échelle de *locality*, *region*, *area*, qu'il s'agira d'aménager. Quant au champ identitaire, il favorisera plutôt l'emploi du mot *place*, « lieu » (au sens fort que revêt ce mot, par exemple dans « lieu de mémoire »), par opposition à *space*, l'espace neutre (Whitehead 2003).

Dans ce volume, la première acception de « territoire », la plus géopolitique, est peu présente, même si la fermeture de la frontière entre l'Inde et la Chine implique de douloureuses « reterritorialisations » pour les groupes transnationaux comme les Bhotia (Coubat). Le deuxième sens de « territoire », le plus économique,

est beaucoup plus prégnant, moins dans une approche en termes de politiques d'aménagement conçues par «en haut», que par les actions des acteurs «du bas», émigrés kéralais (Percot & Nair; Venier, ce volume), informaticiens revenus de Singapour ou des États-Unis (Leclerc; Varrel, ce volume), tout autant qu'ouvriers saisonniers des campagnes de l'Andhra Pradesh (Picherit, ce volume) : autant de revenus qui sont réinvestis au pays, développant à toutes échelles le «territoire», depuis l'État fédéré jusqu'au village ou à la maisonnée.

Mais n'est-on pas déjà dans le troisième sens du mot, le plus culturel et le plus identitaire ? L'épargne rapportée par les émigrés est loin de représenter uniquement un flux économique ; elle sert aussi à témoigner du lien sentimental fort qui continue à attacher ceux qui partent à ceux qui restent, le lieu d'exil au lieu d'origine. Voilà pourquoi la définition la plus générale du «territoire» nous semble devoir être fondée sur l'identité. «Nous proposons de le considérer comme *le résultat de la projection d'une identité sur l'espace*. La relation n'est certes pas à sens unique : en retour, une part de l'identité peut être *produite* par l'espace – ne serait-ce que par simple effet de proximité. Il reste que le territoire est le domaine d'une appropriation symbolique : pas de territoire sans identité» (Dupont & Landy 2003 : 42). En contrepartie, le territoire aide au renforcement de cette identité, grâce aux symboles et aux représentations collectives qu'il supporte. C'est ainsi que la carte du territoire national indien joue un rôle d'icône remarquable au sein de la droite hindoue, carte toujours représentée derrière l'image de la déesse Bharat Mata (Mère Inde), symbole d'un territoire menacé dans les vidéos présentées à l'occasion des grandes processions des nationalistes hindous (Assayag 2001 ; Brosius 2009). Les dérives du nationalisme hindou illustrent bien la formule de Brunet, Ferras et Théry (1992 : 436) : «Un peu de territorialité crée de la sociabilité et de la solidarité, beaucoup de territorialité les assassine»<sup>6</sup>.

Au final, les trois sens de «territoire» sont le plus souvent étroitement associés<sup>7</sup>. Nous nous démarquons en cela de Berti et Tarabout (eds., 2009 : 13), pour qui «le territoire ne se réfère pas primordialement à la culture ou à l'identité, mais aux droits»<sup>8</sup>.

Une des complexités du «territoire» vient de ce que le terme est usité aussi bien pour l'individuel que le collectif : «L'équation est donc à trois termes : espace, individu, groupe» (Gervais-Lambony 2003 : 82). Le choix entre des approches au plan de l'individu ou du groupe est crucial en ce qu'il tend à déterminer des modes de causalité et d'explication des processus. Aborder les territorialités collectives, c'est mettre l'accent sur des déterminations structurelles (de langue, de classe, de caste, etc.) pour faire émerger des récurrences et des phénomènes sociaux – au risque d'emprisonner les individus dans une gangue de causalité. Centrer sur la territorialité de l'individu, c'est au contraire donner une certaine marge de manœuvre à celui-ci, distinguer les diversités à l'intérieur même d'une

région, d'un village, d'une famille – mais au risque cette fois de tomber dans un individualisme méthodologique radical qui sous-estimerait les phénomènes collectifs et les effets de structures. Le géographe Gervais-Lambony ne cache pas sa préférence pour une approche sociale plutôt que cognitive, portant sur les relations entre groupes humains et espace. Le territoire est alors un « habiter collectif » (*ibid.*: 88), un type d'espace traversé par les deux directions de l'inscription spatiale des hommes : une inscription horizontale, dans la société (c'est l'« habiter » au sens d'Henri Lefebvre, avec participation citoyenne à la ville ou au village et appropriation de l'espace) ; mais aussi une inscription verticale, dans le monde (c'est l'« habiter » au sens de Heidegger ou d'Augustin Berque, impliquant une dimension spirituelle). Cette dernière dimension, qui situe l'homme entre le ciel et la terre, est sans nul doute très prégnante en Inde, comme le montrent Berti et Tarabout (eds., 2009) – à tel point que l'astrologue peut lire dans le sol le passé et l'avenir de la famille habitant dessus.

#### ANCIENNETÉ ET IMPORTANCE DES MOBILITÉS CIRCULAIRES DANS LE SOUS-CONTINENT INDIEN

La nécessaire mise en contexte des circulations dans le territoire indien – ou dans les « territoires » du monde indien – sera traitée à partir de deux questions : celle de l'ancienneté des mobilités circulaires, et celle de leur importance démographique aujourd'hui.

#### IMPACT COLONIAL CONTROVERSÉ ET AMÉLIORATION DES MOYENS DE COMMUNICATION

Le débat sur l'ancienneté des mobilités circulaires a été posé dans des termes généraux concernant les pays en développement : pour les tenants d'une approche marxiste comme Meillassoux (1975), la circulation (focalisée ici sur celle du travail<sup>9</sup>) est le résultat de la pénétration des sociétés paysannes et tribales par le capitalisme, dans un contexte d'inclusion des économies périphériques au sein du système capitaliste mondial. Cette thèse a été critiquée, notamment par Chapman et Prothero (1983) qui ont souligné les preuves de plus en plus nombreuses montrant que la circulation, de motivations diverses, était un fait fondamental dans les sociétés précoloniales ou antérieures à la pénétration du capitalisme, et que cette dimension de base, originelle, a souvent persisté jusqu'à nos jours. La circulation comme forme de mobilité n'a pas été générée par l'impact d'influences étrangères ou occidentales sur le contexte indigène ; les influences extérieures ont renforcé les circuits coutumiers de mobilité et en ont ajouté d'autres. De même,



Skeldon (1990) a dénoncé le mythe de l'immobilité des sociétés paysannes pré-industrielles – une vision que l'on trouvait aussi dans le premier modèle de la transition de la mobilité de Zelinsky (1971) associant l'origine et l'évolution des circulations au processus de modernisation. Ce que les critiques mettent en cause, c'est à la fois le manque d'information et de mauvaises interprétations.

L'historiographie de l'Asie du Sud n'a pas échappé au paradigme d'une société stable, sans (grand) changement et aux mobilités limitées : cette perception a été démentie par les travaux des historiens et les multiples preuves de l'existence de formes largement répandues de circulation dans l'Inde précoloniale (Markovits, Pouchepadass, Subrahmanyam 2003b). Un consensus se dégage néanmoins pour reconnaître que l'avènement de la colonisation dans le sous-continent indien (dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle) a coïncidé avec une réorganisation générale des schémas de circulation existants (*ibid.*). On peut citer les effets importants de la construction des grands axes routiers et du chemin de fer dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, et ceux de l'industrialisation. La migration saisonnière des travailleurs entre l'agriculture et l'industrie s'est ainsi fortement répandue en Inde, notamment dans l'industrie textile cotonnière à Bombay (Simmons & Yamin 1992), ou celle du jute à Calcutta (Haan 1994), ainsi que les circulations organisées de travailleurs vers les zones minières et de plantation (Bremner 1990). L'administration coloniale a également initié l'exportation de main-d'œuvre de l'Inde vers les autres colonies de l'Empire britannique, selon un mode de recrutement sous contrat garantissant le retour (le système de l'*indenture*<sup>10</sup>), avec des conditions de travail et de vie qui ont pu être comparées à un nouveau système esclavagiste (Tinker 1974).

Les phénomènes de mobilité se sont largement intensifiés au cours des dernières décennies, à la suite de l'amélioration considérable des moyens de communication et de transport, de l'accès de plus en plus ouvert à l'éducation, et de la monétarisation des économies rurales (Hugo 1989 ; McGee 1982). Se sont ainsi créées les conditions pour des mouvements de population internes et transnationaux, à des niveaux sans précédent, et plus diversifiés (*World Migration Report 2008, 2009* : chap. 7).

#### MIGRATIONS CIRCULAIRES ET NAVETTES : DES PRATIQUES SOUS-ESTIMÉES PAR LES STATISTIQUES OFFICIELLES

L'appréciation à leur juste mesure des mobilités circulaires a été, et demeure en Inde, obscurcie par l'inadéquation des systèmes nationaux de production de statistiques démographiques, recensements et enquêtes auprès des ménages<sup>11</sup>. Ainsi, le *Census of India* et le *National Sample Survey* définissent les migrants en référence au dernier lieu de résidence habituel, en s'appuyant sur un critère

de résidence unique : est migrant tout individu ayant changé de lieu de résidence habituel. Ce mode d'appréhension est particulièrement mal adapté aux cas des migrants circulaires dont l'espace de vie se caractérise par la bipolarisation entre le lieu d'origine où réside une partie de la famille et le lieu d'exercice de l'activité (travail, commerce, études...), ou – en d'autres termes – dont l'« aire d'action migratoire » est centrée sur une « résidence base » (Domenach & Picouet 1987<sup>12</sup>). En outre, le *National Sample Survey* ajoute un critère de durée à la notion de résidence habituelle : avoir vécu en continuité dans ce lieu au moins six mois. Les migrations temporaires de courte durée, en particulier les migrations saisonnières, échappent en conséquence à l'enregistrement. Les statistiques officielles sur les migrations ont donc tendance à sous-estimer les mouvements de court terme, un biais déjà dénoncé par plusieurs analystes (Visaria & Kothari 1985 ; *World Migration Report 2008, 2009* : chap. 7 ; Deshingkar & Farrington, eds., 2009a).

Malgré leurs limitations, les statistiques officielles fournissent des données de cadrage irremplaçables au niveau macrodémographique ; en outre, leur analyse permet de pointer indirectement d'autres phénomènes de mobilité, que des études de cas plus approfondies ont mis en évidence et documentés, en particulier celles menées au niveau de villages ou du fonctionnement du marché du travail dans une branche d'activité donnée (Deshingkar & Farrington 2009a, et exemples *infra*).

Le dernier recensement de la population de l'Inde (2001) dénombrait 315 millions de migrants (toutes durées de résidence confondues), soit 31 % de la population totale. Il importe de souligner que les migrations au sein du territoire national sont en grande majorité des mouvements à l'intérieur des zones rurales (63 % de l'ensemble des migrants internes), les flux à destination des villes (en provenance des campagnes ou d'autres villes) ne concernant que 32 % des migrants. Par ailleurs, les flux sont dominés par les migrations féminines (70 % de l'ensemble des migrants), principalement des femmes allant rejoindre le domicile de leur époux après leur mariage (70 % des migrantes).

La primauté du rural dans les flux migratoires reflète la répartition géographique de la population dans son ensemble : l'Inde reste un pays à forte prédominante rurale, où les villes abritent moins d'un tiers de la population (28 % en 2001, probablement 30 % en 2009). En outre, on observe une tendance au ralentissement du taux de croissance de la population urbaine après les années 1970, ce dernier s'établissant à 2,8 % par an entre 1991 et 2001, tandis que la population rurale continue de croître au taux encore soutenu de 1,7 % par an. Notons également que les migrations, malgré leur contribution manifeste à la croissance urbaine, n'en représentent pas le facteur le plus important : la contribution de la migration nette à la croissance de la population urbaine au niveau national se situe entre 19 % et 24 % de 1961 à 2001. C'est l'accroissement naturel

(l'excès des naissances par rapport aux décès) qui explique environ 60 % de la croissance urbaine de 1981 à 2001<sup>13</sup>.

Il n'y a donc pas d'« exode » rural à proprement parler en Inde, malgré de fortes contraintes pesant sur les campagnes (densités élevées de populations rurales – en moyenne 226 habitants par km<sup>2</sup> en 2001 – et pression accrue sur les terres agricoles, structures socio-économiques très inégalitaires, oppression de caste, etc.). Comment expliquer cette dynamique *a priori* inattendue ? Parmi les raisons multiples (Racine, ed., 1994) que le cadre de cette introduction ne nous permet pas de développer, nous en retiendrons deux, directement liées aux mobilités circulaires.

D'une part, de nombreux ruraux de régions pauvres, à l'agriculture non irriguée ne permettant pas la survie de toute la famille (à l'instar du Bihar), choisissent de migrer vers d'autres régions rurales plus prospères : zones d'agriculture irriguée (comme le Panjab), zones de plantations (cane à sucre au Gujarat, région montagneuse de plantation dans les Ghats), zones où se sont développées des industries rurales (briqueteries, agro-industries...), des mines ou des carrières. Les migrations saisonnières sont typiques de ces déplacements, voir notamment les travaux de Breman (1985) dans l'Ouest de l'Inde, et le bilan récent du *World Migration Report 2008* (2009 : chap.7).

D'autre part, les ménages ruraux ont développé des « substituts à la migration définitive » en ville : « changer d'emploi tout en restant rural [...], migrer temporairement en laissant la famille au village, recourir aux mouvements pendulaires entre village et ville [...] » (Mahadev & Racine 1994 : 7), donc en pratiquant diverses formes de mobilité circulaire<sup>14</sup>. La présence d'un réseau urbain élaboré, pourvu d'un maillage serré dans certaines régions – en particulier métropolitaines –, rend les villes plus accessibles pour les ruraux et a favorisé le développement des navettes, permettant l'accès aux emplois urbains sans avoir à affronter les difficultés de logement en ville<sup>15</sup>.

Les données de recensement fournissent un autre indicateur révélateur de la dynamique des villes indiennes et de l'importance des migrations circulaires : le ratio démographique femmes/hommes, particulièrement bas dans les grandes métropoles (888 femmes pour 1 000 hommes dans les agglomérations urbaines de plus d'un million d'habitants en 2001, contre 933 pour la population totale de l'Inde). C'est un signe de migrations à large majorité masculine. La grande ville en Inde, en tant que pourvoyeuse d'emplois et d'opportunités économiques, a toujours attiré davantage d'hommes que de femmes, et ce souvent d'autant plus qu'elle est grande. Ces hommes venus travailler en célibataires maintiennent des liens forts avec leur milieu d'origine, y retournent si possible régulièrement et envoient des économies à leur famille restée au village, au prix de mauvaises conditions de logement, souvent dans un *slum*, ou même en restant sans abri sur les trottoirs (Dupont 1999).

Pour la première fois en 1999-2000, le *National Sample Survey* a recueilli des données sur les migrants temporaires de travail définis comme les personnes restées hors de leur lieu de résidence habituel pour au moins 60 jours au cours des 12 derniers mois pour des raisons liées à l'emploi. Selon cette enquête, 11 millions de personnes, soit environ 1 % de la population de l'Inde, seraient concernées par ce type de mobilité, des chiffres jugés comme fortement en deçà de la réalité par Deshingkar et Farrington (2009b : 16). Ces auteurs proposent une estimation alternative, à partir des effectifs de travailleurs dans les principaux secteurs et branches professionnelles employant des migrants, et avancent un résultat total se situant plutôt autour de 100 millions de migrants temporaires (*ibid.*). La méthodologie suivie peut paraître assez sommaire, avec l'hypothèse implicite que pratiquement tous les travailleurs employés dans les secteurs d'activité identifiés sont des migrants temporaires. On retiendra néanmoins la diversité des secteurs et métiers concernés, parmi lesquels on peut citer : l'industrie textile et de la confection, le secteur de la construction, les briqueteries, les mines et carrières, les salines, les usines de décorticage de crevettes, les vendeurs de rue, les tireurs de rickshaw, les conducteurs de camion, les employés domestiques et serveurs dans la petite restauration, etc.<sup>16</sup>.

La diaspora indienne, quant à elle, s'élève, selon le premier dénombrement transnational publié en 2001 dans un rapport commandé par le gouvernement indien, à 20 millions de personnes réparties dans 110 pays, comprenant les *Non Resident Indians* (NRI), de nationalité indienne, et les *Persons of Indian Origin* (PIO). Comme le rappelle Therwath (2009 : 211), « la diaspora indienne ne s'est pas constituée de façon uniforme sur une période historique courte, mais résulte au contraire de flux migratoires complexes et multidirectionnels ». Ainsi, pour s'en tenir aux flux récents étudiés dans ce volume, la diaspora englobe aussi bien des infirmières, des femmes de ménages et des ouvriers non qualifiés émigrés dans les pays du Golfe, que du personnel hautement qualifié comme les informaticiens émigrés aux États-Unis<sup>17</sup>. En 2007, les transferts d'argent des NRI et PIO, enregistrés par la *Reserve Bank of India*, s'élevaient à 27 milliards de dollars et faisaient de l'Inde le premier pays récepteur de remises du monde. L'économie du Kerala révèle une dépendance particulièrement forte envers les remises en provenance des pays du Golfe, les fonds ainsi rapatriés représentant 7 fois le montant de la dotation du gouvernement central au budget de cet État (Barbora, Thieme, Siegmann et al. 2008), soit l'équivalent de 20 à 25 % du PIB de l'État depuis le milieu des années 1990 (Venier, ce volume). Les migrants internationaux ont un rôle également considérable pour l'économie du Népal : plus d'un million de migrants vivent à l'extérieur de leur pays, notamment en Inde, pour une population totale de 28 millions<sup>18</sup>, et le total de leurs transferts d'argent représentait le double de l'aide extérieure au développement en 2004<sup>19</sup>.

## LES LOGIQUES DE LA CIRCULATION

Les contributions réunies dans ce volume sont organisées de manière à mettre en évidence différentes logiques présidant à la circulation. À l'origine de la plupart de ces mouvements, on retrouve l'inégale répartition des diverses ressources dans l'espace (Cavaillès 1940). Cela s'applique en particulier aux circulations de nature économique, qui sont illustrées dans les deux dernières parties de l'ouvrage<sup>20</sup>. Cependant, l'aspect économique ne peut rendre compte de tous les genres de circulations ; certaines, parmi les plus anciennes, relèvent d'une autre logique, telles les circulations rituelles et pèlerines, répandues sur tout le territoire indien, et représentées en première partie de ce volume par les contributions de Claveyrolas et Delage.

LOGIQUES RELIGIEUSES ET SYMBOLIQUES :  
AUTOUR DE L'« HINDOUISME »

La notion de circulation est essentielle dans la pratique religieuse hindoue : des mouvements de forme circulaire (circumambulations) sont ainsi effectués à de multiples échelles. Deux postulats déterminent notamment le trajet et l'orientation de ces mouvements : la valeur des points cardinaux, et la priorité donnée à la droite.

Les quatre points cardinaux (qui peuvent devenir huit quand on prend en compte les points intermédiaires, voire neuf ou dix en incluant le haut – le ciel – et le bas – la terre) sont hiérarchisés. Le nord, ou le nord-est, est en général doté des valeurs les plus élevées : c'est au nord que doit être construit le temple d'un village et que les hautes castes s'établissent, au contraire du sud qui indique la direction de l'impureté et de la mort. Parallèlement, la géomancie reste pratiquée aujourd'hui encore pour l'architecture et l'organisation interne de l'habitat (*Vastu shastra*) et charge l'espace de valeurs très différenciées, à la maison comme à des échelles plus vastes (Berti & Tarabout, eds., 2009). En outre, des trajets circulatoires tendent à relier les points cardinaux, afin de délimiter un microcosme symbolisant tout l'univers.

La hiérarchisation droite/gauche marque quant à elle la vie quotidienne de tous les hindous : on mange avec la main droite, on fait ses ablutions intimes avec la main gauche. Il en découle l'obligation, dans un mouvement circulaire, de laisser sur la droite l'espace à respecter ; c'est ainsi qu'en entrant dans un temple, on tournera dans le sens des aiguilles d'une montre, pour toujours garder à main droite le cœur du temple, le plus sacré, où se trouve la statue de la divinité.

Cette circumambulation dans l'espace du temple est la forme de circulation à l'échelle la plus fine. À un autre niveau, on rencontre les pèlerinages de trajet circulaire. Ces deux formes sont analysées par Claveyrolas dans le contexte de

Bénarès. Plusieurs cercles peuvent même être emboîtés, mais toujours pratiqués en commençant par la gauche. Pour les pèlerinages dont l'objectif est un sanctuaire plutôt qu'un parcours sacré, le trajet se résume davantage à un simple aller-retour qu'à une véritable circumambulation. Cependant, à l'instar des adorateurs d'Aiyyappa en Inde du Sud, décrits par Delage (ce volume), le trajet entre la résidence et le temple est souvent doté lui-même de valeurs : « Les étapes de l'itinéraire entre le domicile et Sabarimala comptent tout autant pour le pèlerin que la destination finale. »

Nombre de ces mobilités relie les points cardinaux deux à deux, sous forme de croix voire d'étoiles, plutôt que de cercles. C'est le cas de nombreuses processions à l'échelle urbaine, qui convergent vers un centre (temple, berge de rivière...). Les processions à l'échelle nationale, dont les organisations nationalistes hindoues sont coutumières, peuvent également correspondre à de tels itinéraires. L'objectif est alors de concrétiser par le trajet des mobilités une représentation (courante en Inde) de l'espace national fondée sur les points cardinaux – et souvent sur des allitérations dans les toponymes : il s'agit par exemple de relier « le Kashmir à Kanya Kumari et Porbander à Puri » (Landy 2006). De tels trajets ne représentent pas des « circulations » à proprement parler. Mais ils fonctionnent un peu comme les rayons de ce *chakra* (disque, roue) que l'on retrouve sur le drapeau de l'Inde séculière comme chez les adorateurs de Vishnu, armatures de ce cercle, symbole de pouvoir depuis l'époque védique.

#### LOGIQUE ÉCONOMIQUE DES MÉNAGES ET CIRCULATION DANS LE SOUS-CONTINENT INDIEN

Les modèles explicatifs des circulations économiques peuvent se ranger entre deux pôles : l'approche structuraliste, insistant sur les effets déterminants des processus économiques et politiques au sein desquels les mouvements individuels se produisent (Meillassoux 1975) ; et l'approche microéconomique en termes de rationalité individuelle ou des ménages. S'y ajoute une approche de niveau méso, mettant l'accent sur le rôle des réseaux sociaux. Pour appréhender la circulation dans sa nature complexe, Chapman et Prothero (1983) préconisent une analyse multiscalaire, intégrant le niveau micro (l'individu, le ménage), le niveau méso (la communauté, la région) et le niveau macro (les structures sociales, économiques et politiques du pays et, au-delà, du monde). Selon la formulation de Deshingkar et Farrington (2009b : 8), c'est une question d'« équilibre entre nécessité et choix, entre effets de structure et capacité d'action individuelle ». Les quatre études réunies dans la seconde partie de cet ouvrage essaient de répondre à ces exigences, en privilégiant une approche centrée sur les migrants considérés comme des acteurs de leur mobilité, tout en replaçant ces derniers dans leur

communauté de base et dans leur environnement social et économique plus large, afin de prendre en compte les contraintes structurelles qui s'imposent à eux.

Il est cependant utile de revenir sur l'apport spécifique de chacune des perspectives évoquées, pour proposer un éclairage pertinent des textes présentés et mettre en évidence leur contribution par rapport à la littérature existante sur les circulations en Asie du Sud.

L'abondante – et incontournable – œuvre de Jan Breman<sup>21</sup> sur la circulation du travail en Inde (au Gujarat essentiellement) s'inscrit dans la première perspective : la circulation du travail résulte de l'intégration des économies paysannes dans le système capitaliste (Breman 1985). C'est la seule option laissée aux pauvres, une solution de subsistance qui se fonde sur des rapports d'exploitation intense, où les employeurs déplacent sur la communauté d'origine des travailleurs une partie du coût de reproduction de la main-d'œuvre, ce qui perpétue les inégalités et auto-entretient la circulation (*ibid.* 1996). L'absence de sécurité d'emploi, de couverture médicale et de pension de retraite dans la plupart des emplois en Asie du Sud oblige ainsi les travailleurs migrants à maintenir des liens forts avec leur famille restée au village, et à envisager le retour en cas de chômage ou lorsqu'ils seront trop âgés pour travailler. La récession économique de 2008-2009 fournit une illustration de la fonction d'amortisseur de la communauté d'origine des migrants circulaires en cas de réduction massive des emplois. Alors que le ministère indien du Travail annonçait un demi-million d'emplois perdus de septembre à décembre 2008, notamment dans les secteurs du textile, de l'automobile et des technologies de l'information, sans compter tous les effets en chaîne sur les activités non enregistrées, les journaux, début 2009, faisaient état de mouvements de retour des travailleurs journaliers commençant à quitter les grandes métropoles pour retourner dans leurs villages, souvent situés dans les États les plus pauvres<sup>22</sup>.

Les travaux de Breman ont également mis en relief les articulations entre la circulation du travail et la structure fragmentée des marchés du travail, dont le fonctionnement est beaucoup plus complexe qu'un simple modèle dualiste (Breman 1976). La circulation spatiale de la main-d'œuvre est appréhendée comme un corollaire de la circulation entre différentes activités et différents secteurs de l'économie. Mais la segmentation du marché du travail contraint aussi les mobilités : le migrant, en fonction de sa caste ou ethnie, de son statut social et des réseaux auxquels celui-ci lui donne accès, de sa capacité financière à se déplacer et donc à élargir son champ de possibilités, est plus ou moins limité dans son choix d'activités, dans son accès à différentes filières et types d'emplois, et éventuellement au marché du travail urbain (*ibid.* 1996). Les études présentées dans ce volume en fournissent deux illustrations contrastées. Benbabaali analyse l'éventail des mobilités que la caste dominante des Kamma de l'Andhra Pradesh côtier a pu déployer à différentes échelles, du régional à l'international. *A contrario*, dans le

même État, la mobilité circulaire des travailleurs manuels d'une basse caste – les Golla – étudiée par Picherit, passe par *une* filière, celle du secteur de la construction à Hyderabad, dont l'accès est contrôlé par des intermédiaires recruteurs. Ces derniers ont en effet un rôle essentiel dans la circulation du travail et jouent de l'endettement endémique des ruraux pauvres pour mobiliser leur main-d'œuvre par un système d'avance sur salaire (Breman 1996 ; Picherit, ce volume, qui décrit les relations délicates entre les travailleurs migrants et leur *maistri*).

L'approche microéconomique analyse la circulation comme un moyen de maximiser le bien-être de la famille et de prévenir les risques en diversifiant les sources de revenus. Dans la lignée des théories néoclassiques de la migration (Todaro 1969 ; Harris & Todaro 1970), la nouvelle économie des migrations de travail vise à expliquer la décision de migrer comme résultant du comportement rationnel d'agents économiques opérant une analyse coûts-bénéfices. Cependant, si l'on déplace l'unité de décision du niveau individuel à celui de la famille, ce cadre théorique permet d'intégrer des stratégies familiales de diversification des revenus (Stark & Bloom 1985 ; Katz & Stark 1986). En revanche, le contexte politique et les forces générales du changement économique qui contraignent les décisions de migrer ne sont pas pris en compte, ni les réseaux de connexions sociales qui encadrent les mobilités et dont le rôle important a été depuis longtemps mis en évidence par les recherches des sociologues (voir par exemple Mitchell 1961 sur l'Afrique ; et plus récemment Gardner & Osella, eds., 2003a, pour l'Asie du Sud). Dans ce volume, Benbabaali montre ainsi comment la forte mobilité des Kamma a été largement facilitée par leurs réseaux et connaissances – un capital social entretenu par la participation à des associations.

L'analyse de la mobilité circulaire, et de son corollaire la bi- ou multilocalisation des individus, a été enrichie par l'approche en termes de stratégies de subsistance des ménages, qui intègre différents types de ressources, matérielles et non matérielles, ou, en d'autres termes, différents types de capitaux (humain, social, financier, naturel et physique) dont les ménages peuvent disposer (Rakodi 2002 ; Haan & Rogali 2002 ; Barbora, Thieme, Siegmann et al. 2008). La mobilité circulaire est ainsi envisagée comme une composante intégrale des stratégies de subsistance des ménages, reposant sur une diversification des moyens de subsistance en différents lieux. Dans les travaux récents portant sur l'Inde, il faut évoquer ici la contribution de Deshingkar et Farrington (2009b) qui situent leur approche de la migration circulaire entre les concepts de diversification des moyens de subsistance et l'impact de la transformation de l'économie, et proposent un cadre d'analyse intégrant l'apport de la nouvelle économie des migrations de travail et le rôle des réseaux sociaux. Les stratégies migratoires des communautés rurales décrites dans ce volume – celles des Kamma de l'Andhra côtier (Benbabaali), des Golla de l'Andhra Pradesh (Picherit), des paysans de l'Ouest du Népal (Bruslé),



ou encore des Bhotia des montagnes himalayennes du Kumaon (Coubat) peuvent être lues à travers ce schéma explicatif.

Deshingkar et Farrington distinguent en outre deux principaux types de migration circulaire : les migrations de simple survie (*coping migration*), et les migrations « accumulatives » qui permettent un enrichissement des ménages (*ibid.* : 19). Bruslé adopte une typologie similaire pour analyser les migrations temporaires des Népalais venant travailler en Inde : « En fonction des objectifs qu'ils assignent à leur migration et des contraintes qui pèsent sur eux, ils suivent des stratégies migratoires de survie [une reproduction simple de l'exploitation agricole] ou d'enrichissement [une reproduction élargie] ». Selon cette grille de lecture, la mobilité spatiale des Kamma qui « s'est accompagnée d'un mouvement d'ascension sociale sur plusieurs générations » (Benbabaali) entre sans équivoque dans la catégorie des migrations accumulatives. Picherit place également la circulation des ouvriers Golla dans un processus d'ascension de la caste au village, mais le processus accumulatif est beaucoup plus limité.

Enfin, de l'étude des Bhotia en Himalaya (Coubat), on retiendra aussi une démonstration de l'effet déterminant que peuvent avoir les contraintes géopolitiques et institutionnelles sur les mobilités spatiales : la fermeture de la frontière sino-indienne a ainsi imposé une réorientation complète des stratégies économiques et pratiques de circulation.

#### OUVERTURE À DE NOUVEAUX ESPACES : CIRCULATIONS TRANSNATIONALES

Les migrations transnationales relèvent de logiques similaires à celles mises en évidence pour les circulations se déroulant à l'intérieur du sous-continent indien<sup>23</sup>. Barbora, Thieme, Siegmann et al. (2008 : 63) notent ainsi combien « les catégories de migrations internes et internationales sont devenues étroitement reliées entre elles, suggérant que migrer à l'extérieur de son pays est seulement une dimension de la création de nouveaux espaces sociaux ». M. Percot et S. Nair décrivent ainsi (ce volume), le processus de migrations par étapes des infirmières du Kerala, débutant par une migration interne vers les grandes métropoles indiennes, pour se prolonger par une migration internationale dans les pays du Golfe, et aboutir éventuellement à une installation en Occident. Du point de vue des individus et de leurs familles, il s'agit d'élargir l'espace sur lequel se déploient les stratégies d'accès à de nouvelles ressources, en englobant d'autres pays, des espaces économiques plus lointains, y compris sur d'autres continents.

Une spécificité fondamentale des mobilités internationales demeure cependant leur encadrement institutionnel par les réglementations d'ouverture plus ou moins grande des frontières<sup>24</sup>, fonction du contexte économique et géopolitique

à l'échelle régionale et mondiale. Venier met ainsi en évidence la relation de dépendance du Kerala à l'égard des politiques migratoires des pays du Conseil de Coopération du Golfe, et Leclerc explique comment la fin des politiques de quota états-unien à l'encontre des Asiatiques en 1965 a permis d'amorcer une émigration de personnels indiens très qualifiés, préparant le terrain au recrutement plus massif dans les années 1990 d'informaticiens sous contrat temporaire.

En référence à la distinction opérée précédemment entre stratégies de simple survie et stratégies accumulatives, il est évident que les migrations internationales contemporaines décrites en troisième section de ce volume, vers les pays du Golfe et les États-Unis ou encore la Malaisie, s'inscrivent dans des stratégies accumulatives, d'enrichissement et d'ascension sociale des familles<sup>25</sup>. Leur mise en œuvre nécessite un investissement initial plus important. Au coût du déplacement, beaucoup plus élevé que pour des circulations internes du fait des distances et/ou du recours obligé à l'avion, s'ajoute ou se combine souvent, comme dans les pays du Golfe, le coût d'accès à un contrat de travail. Ainsi, pour les infirmières du Kerala qui n'ont pas la chance d'être recrutées directement par leur futur employeur, les services d'une agence de recrutement (appelée « agence de voyage ») s'élèvent à l'équivalent de trois mois de salaire (Percot & Nair, ce volume). Les informaticiens indiens désirant travailler aux États-Unis peuvent bénéficier d'un système plus avantageux car ne nécessitant aucune avance, le « *body shopping* » ou affrètement de personnel, décrit en détail par Leclerc.

Cependant, les ressources financières de la famille ne sauraient suffire, ni les qualifications professionnelles que celles-ci permettent d'acquérir (cas des infirmières et des informaticiens), et les réseaux sociaux s'avèrent tout aussi indispensables. Si la migration se construit toujours sur les liens sociaux existants, les réseaux occupent sans doute une fonction encore plus importante dans les mobilités transnationales que dans les circulations internes. Gardner et Osella (2003b) rappellent le rôle des chaînes migratoires basées sur la parenté et l'appartenance à une communauté dans les migrations transnationales à partir de l'Asie du Sud, en précisant néanmoins que les réseaux sociaux mobilisés ne sont pas nécessairement fondés sur ces liens primaires. Percot et Nair soulignent par exemple l'importance des réseaux professionnels de consœurs dans les parcours migratoires des infirmières kéralaises, et Leclerc celui des réseaux d'informaticiens indiens travaillant déjà aux États-Unis dans la perpétuation de cette circulation professionnelle, ainsi que les réseaux professionnels et d'anciens élèves dans le redéploiement des informaticiens indiens en Malaisie.

La réussite des stratégies migratoires d'enrichissement et d'ascension sociale est particulièrement visible, voire ostentatoire, dans le cas de certaines migrations transnationales : elle marque les localités des migrants de retour, à l'instar des *Golf Pockets* du Kerala – « des territoires marqués par l'émigration internationale »

(Venier, ce volume). Dans les nouvelles enclaves résidentielles de Bangalore, Varrel minore cependant le poids de la clientèle NRI et nuance leur rôle : les NRI n'y sont pas nécessairement les acteurs centraux du marché immobilier et de l'architecture résidentielle, mais leur image est certainement instrumentalisée, le « *NRI brand* » devenant « une sorte de label associé à des idées de qualité, de richesse, et d'exigence, et utilisé à des fins de marketing ».

#### UNE QUESTION TRANSVERSALE : VERS UNE PÉRENNISATION DES CIRCULATIONS ?

Une question importante demeure au sujet des migrations circulaires, que celles-ci se déploient à l'intérieur du sous-continent indien ou engagent des migrations transnationales : dans quelle mesure la circulation se pérennise-t-elle ou, au contraire, correspond-elle à une étape transitoire dans un processus de fixation au lieu de destination, entraînant *in fine* une rupture avec le milieu d'origine ? En d'autres termes, quelles sont les limites de l'enracinement et de l'attachement au village natal, ou au pays dans le cas des migrations vers l'étranger ?

Le modèle général de transition de la mobilité de Zelinsky (1971) prédisait un accroissement des mobilités circulaires suivant le processus de modernisation des sociétés. Dans une révision de son modèle initial, Zelinsky admit la critique d'une conception évolutionniste unilinéaire et de l'application aux pays en développement du schéma de transition dérivé de l'expérience des pays occidentaux. Ainsi, précise-t-il à propos des pays en développement : « la migration circulaire est seulement un aspect, probablement le plus visible, d'un régime de mobilité qui pourrait différer fondamentalement de tout ce qui a été expérimenté par les sociétés avancées d'aujourd'hui. C'est un modèle de mobilité qui est promis à perdurer, avec de nouvelles variations et complexifications, aussi longtemps que le sous-développement persistera » (*ibid.* 1979 : 186-187).

Skeldon (1990) a proposé une version révisée de la transition de la mobilité, pour mieux l'adapter au contexte des pays en développement. Dans ce nouveau synopsis, l'évolution de l'équilibre relatif entre les mobilités circulaires à court terme et les mouvements à long terme est liée à l'avancée de l'urbanisation :

À partir d'un schéma fluctuant de divers types de mobilité essentiellement de court terme et circulaire, il y a un accroissement graduel du volume de la circulation, principalement sur des courtes distances et vers des centres urbains locaux dans un premier temps, puis sur des distances plus longues, jusqu'à ce que le volume devienne massif et dirigé principalement vers les plus grandes villes. Il y a ensuite une réduction progressive dans la rotation de la mobilité, lorsque les migrants restent de plus en plus longtemps sur leurs lieux de destination urbaine, jusqu'à un stade dominé par les migrations permanentes. Plus tard, le volume

des migrations à long terme et permanentes diminue, davantage de circulation à court terme sous forme de navettes devient à nouveau le schéma dominant, et se dessine une tendance vers la déconcentration de la population urbaine, à travers des mouvements permanents vers des zones urbaines intermédiaires ou plus petites, et l'établissement d'enclaves urbaines dans les villages. [*ibid.* : 216]

Cette transition s'accompagne d'une inversion du flux de richesses intersectoriel (entre secteur rural et secteur urbain), lorsque l'on passe d'une circulation investie d'un rôle initial de soutien à la communauté d'origine, vers une mobilité qui finit par l'affaiblir quand les absences deviennent plus longues : « Le centre de gravité social, et ultimement démographique, de la communauté est transféré de la zone d'origine vers la zone de destination » (*ibid.*).

Les études empiriques présentées dans ce volume tendent à montrer que les migrations circulaires perdurent en Inde comme au Népal, et ne montrent aucun signe d'affaiblissement en tant que processus général. Cela conforte les conclusions d'autres travaux de synthèse, notamment ceux de Deshingkar et Farrington (eds., 2009a : 300) qui pronostiquent une intensification des migrations circulaires, dans la mesure où une population croissante de jeunes adultes va ainsi combler l'écart entre la stagnation de nombreuses campagnes et la croissance économique rapide dans certaines zones, tout en gardant un pied au village pour bénéficier de son filet de sécurité<sup>26</sup>.

La question du caractère transitoire ou pérenne de la circulation peut être également posée au niveau des individus « circulants » et de leur famille. Si l'on observe au cours du temps une certaine sédentarisation des migrants ruraux en ville ou à l'étranger (à l'instar des Kamma de l'Andhra Pradesh), cela n'exclut pas le maintien de relations avec le village d'origine, y compris pour y investir (comme le montre Benbabaali). Il faut en outre souligner la dimension intergénérationnelle de la migration circulaire, illustrée ici par ces migrants temporaires népalais qui perpétuent un système d'aller-retour entre leur village et les lieux du travail en Inde depuis au moins trois ou quatre générations (Bruslé). Par ailleurs, les mesures que le gouvernement indien a prises depuis 1998 pour courtiser sa diaspora, notamment la reconnaissance partielle de la double nationalité ainsi que des avantages accordés aux *Non Resident Indians* (NRI) et aux *Persons of Indian Origin* (PIO) pour investir en Inde, devraient favoriser la durabilité des liens de la diaspora avec sa terre natale. Les investissements de la diaspora dans le secteur des nouvelles technologies de l'information (Leclerc) ou dans le secteur immobilier (Varrel) en fournissent des illustrations.

\* \*

\*

*In fine*, nous reviendrons sur une question centrale à la problématique retenue pour ce volume, celle de l'impact des circulations sur la construction de territoires – et à l'inverse, le rôle des territorialités sur la circulation. On s'interrogera alors sur les frictions et les articulations entre circulation et processus de territorialisation, pour conclure sur la proposition d'une typologie des « territorialités circulatoires ».

V. D. & F. L.

## NOTES

1. Une partie des travaux de cette équipe a donné lieu à un ouvrage collectif : voir MARKOVITS, POUCHEPADASS, SUBRAHMANYAM (eds., 2003a).

2. L'équipe « Circulation et territoire dans le monde indien contemporain » s'est réunie de 2001 à 2004 autour d'un séminaire mensuel à Paris. Si les travaux exposés au cours des différentes séances n'ont pu intégralement trouver leur place dans ce volume, tous, ainsi que les débats qu'ils ont suscités, ont nourri notre réflexion collective et cette publication.

3. Notre traduction – de même que pour toutes les citations originales en anglais mobilisées dans cette introduction.

4. Lors du séminaire de l'équipe « Circulation et territoire » au CEIAS, K. Marius-Gnanou avait exposé l'exemple des navettes féminines entre les villages de la vallée de la Palar en Inde du Sud et les villes industrielles voisines pour travailler dans les usines de confection du cuir ; ce travail a été publié ailleurs (MARIUS-GNANOU & BRANGENBERG 2005).

5. Voir aussi RAFFESTIN (1980 : 181) : « Les hommes ou les biens qui circulent sont porteurs d'une information et par conséquent ils "communiquent" quelque chose. »

6. Aussi la recherche en sciences sociales ne doit-elle pas tomber dans « le risque du simplisme que comporte la recherche d'homogénéité sociospatiale à base culturelle » vers laquelle penche une certaine géographie culturelle (ANTHEAUME & GIRAUT 2005 : 23).

7. C'est ainsi que Ranajit Guha, le fondateur des *Subaltern studies*, utilise « territoriality » dès 1983 pour qualifier les rapports à l'espace, tant identitaires que politiques, des paysaneries insurgées dans l'Inde coloniale, cf. GUHA (1983) cité par LUDDEN (1999 et 2002). LUDDEN (1999 : 41) définit l'*agrarian territory* comme « *the part of agrarian space that can be effectively bounded, physically and culturally, and marked as a spatial domain for organised social power and activity* ».

8. Selon ces auteurs, le « territoire » aurait peu d'attrait pour les ethnologues car ils l'assimilent à tort à une « *bonded cultural unit* » alors que, loin d'être associé à une approche culturaliste ou ethnicisante, il est affaire de pouvoir et de juridiction. Remarquons cependant qu'une bonne partie de l'ouvrage coordonné par BERTI et TARABOUT (eds., 2009) porte sur les étroits rapports entre hommes et lieux, voire entre hommes et sols, à travers une perspective culturelle autant que politique ou juridique. Certes, cet ouvrage ne prétend pas établir une équivalence entre sol et territoire : « *There exist in India explicit discourses establishing the identities of people with reference to their native or living well-circumscribed places* » (*ibid.* : 18). Cette perspective est d'ailleurs tout l'objet de la deuxième partie du livre, intitulée « *Sense of belonging* » – une autre traduction possible de « territoire » en anglais, dans une perspective identitaire.

9. Notons que la notion de « circulation du travail » appliquée aux populations des pays en développement avait été introduite dans les travaux pionniers de WILSON (1941 & 1942) et de MITCHELL (1961) dans le contexte de l'Afrique australe et centrale.

10. De fait, le retour restait très difficile, et seulement un tiers des dizaines de millions d'Indiens recrutés des années 1820-1830 aux années 1920 est retourné en Inde à la fin du contrat (THERWATH 2009 : 209).

11. Ce constat dépasse largement le cas indien ; pour s'en tenir à l'Asie, voir : GOLDSTEIN (1978) ; HUGO (1989) ; ou YOUNG (1984).

12. Nous avons, dans un autre article, examiné les implications du critère de résidence unique pour l'étude des mobilités spatiales des populations, et l'apport du concept d'espace de vie, qui prend en compte le caractère multiple de la localisation des individus dans l'espace, à une meilleure appréhension des mobilités circulaires (DUPONT & DUREAU 1994).

13. Nous nous référons ici aux calculs et estimations de SIVARAMAKRISHNAN, KUNDU, SINGH (2005 : 35). Les autres composantes de la croissance urbaine correspondent à la reclassification de zones rurales urbanisées, par expansion des limites des agglomérations, et par le développement de villages en nouvelles villes.

14. Nous avons dressé, dans un article précédent (DUPONT & DUREAU 1994), une recension des études sur les migrations circulaires et les navettes affectant la dynamique des villes indiennes afin de montrer l'importance et le rôle de ces mobilités dans les marchés urbains du travail et les conséquences en termes de gestion urbaine. Pour illustrer cet inventaire par quelques exemples et le compléter, voir les références citées dans les notes suivantes.

15. Pour des études de cas sur les navettes, voir par exemple : YADAVA (1992) ; DUPONT & LELIÈVRE (1993) ; MARIUS-GNANOU & BRANGENBERG (2005).

16. Pour des études de cas illustrant les migrations circulaires de travail dans ces différents secteurs, outre l'ouvrage collectif de DESHINGKAR & FARRINGTON (eds., 2009a), on peut se reporter, parmi un corpus abondant, aux études réunies dans le volume édité par JOSHI (1987), aux travaux de BREMAN (1996) pour la circulation du travail dans le secteur informel, à DUPONT & LELIÈVRE (1993) pour l'industrie d'impression des textiles, à HAAN (1994) pour l'industrie du jute, à JAGGA & GROVER (1993) ; MOSSE, GUPTA, SHAH (2005), ainsi qu'à PICHERIT (ce volume) pour le secteur de la construction, et à SHAH (2006) pour les briqueteries, etc.

17. Pour un panorama très complet de la diaspora indienne, on se reportera à *The Encyclopaedia of the Indian Diaspora* (LAL 2007), qui regroupe les contributions d'une soixantaine d'auteurs, et comprend 44 profils de pays ou régions à travers le monde.

18. Comme l'explique BRUSLÉ (ce volume), ces chiffres officiels, fondés sur le dernier recensement de la population de 2001, sous-estimeraient même largement l'ampleur de l'émigration.

19. Source : Données de la Banque mondiale ; *Nepal Living Standards Survey 2003/2004*, His Majesty's Government of Nepal, National Planning Commission Secretariat, Central Bureau of Statistics, Vol. 1 & 2, Kathmandou (cité par BARBORA, THIEME, SIEGMANN et al. 2008 : 57-58).

20. Un type important de circulation économique que sont les circulations marchandes n'est ici traité qu'à travers l'évocation du commerce transfrontalier des Bhotia dans le Nord de l'Himalaya jusqu'à la fermeture de la frontière sino-indienne en 1962 (COUBAT, ce volume). Pour des exemples contemporains de circulation marchande et du rôle des réseaux

dans ce type de circulation, on renverra à l'ouvrage de LACHAÏER (1999), chercheur qui avait participé au séminaire de l'équipe « Circulation et territoires » du CEIAS et y avait présenté une communication intitulée « Circulations professionnelles, circulations marchandes et construction de territoire en Inde : Lignage et territoire, les Lohana » (exposé du 15/02/2002). Voir aussi TIMBERG (1978) sur la communauté Marwari, et MARKOVITS (2000) pour une perspective historique dans le cadre de circulations à l'échelle mondiale.

21. Une séance du séminaire « Circulation et territoire » avait été consacrée au « Concept de circulation dans l'œuvre de Jan Breman » (exposé d'A. Varrel à la séance du 15/01/2002, CEIAS) ; cette section de l'introduction s'appuie – entre autres – sur cette présentation.

22. Notons cependant que les articles de ce volume ont été rédigés avant le déclenchement, en septembre 2008, de la crise financière et de ses répercussions économiques à travers le monde.

23. Des effets similaires sont également à craindre de la récession économique mondiale sur les migrations circulaires transnationales, avec des retours en Inde de NRI, notamment de Kéralais partis travailler dans les pays du Golfe, ou d'informaticiens de la Silicon Valley.

24. L'étude de BRUSLÉ (ce volume), sur les migrants temporaires népalais en Inde a été incluse dans la section précédente, et non dans celle-ci, dans la mesure où la circulation entre ces deux pays frontaliers s'effectue facilement dans la continuité spatiale par la route, et surtout librement, sans contrainte de visa, contrairement aux autres migrations internationales considérées ici.

25. *A contrario*, l'émigration de main-d'œuvre sous contrat, des années 1820-1830 jusqu'aux années 1910-1920 vers les autres colonies de l'Empire britannique, correspondait pour ces « coolies » (selon leur désignation à cette époque) à des stratégies de survie.

26. Voir aussi GIDWANI & SIVARAMAKRISHNAN (2003 : 350-352).

## BIBLIOGRAPHIE

- ANTHEAUME, B. & GIRAUT, F., eds. (2005), *Le Territoire est mort, vive les territoires!* Paris, IRD Éditions.
- ASSAYAG, J. (1983), « Espaces, lieux, limites. La stratification spatiale du village en Inde du Sud (Karnataka) ». Cambridge, *RES*, 5, pp. 86-104.
- ASSAYAG, J. (2001), *L'Inde, désir de nation*. Paris, Odile Jacob.
- BARBORA, S., THIEME, S., SIEGMANN, et al. (2008), « Migration matters in South Asia : commonalities and critiques », *Economic and Political Weekly*, 43 (24), pp. 57-65.
- BERTI, D. & TARABOUT, G., eds. (2009), *Territory, Soil and Society in South Asia*. Delhi, Manohar.
- BREMAN, J. (1976), « A dualistic labour system ? A critique of the “informal sector” concept », *EPW*, 11 [48], pp. 1870-1875 ; [49], pp. 1905-1908 ; [50], pp. 1939-1944.
- BREMAN, J. (1985), *Of Peasants, Migrants and Paupers. Rural Labour Circulation and Capitalist Production in West India*. Delhi, Oxford University Press.
- BREMAN, J. (1990), *Labour Migration and Rural Transformation in Colonial Asia*. Amsterdam, Free University Press.
- BREMAN, J. (1996), *Footloose Labour. Working in India's Informal Economy*. Cambridge, Cambridge University Press.

- BROSIUS, C. (2009), « Mapping the nation's body : territorial processions in propaganda videos of the Hindu right », in D. Berti & G Tarabout, eds., *Territory, Soil and Society in South Asia*. Delhi, Manohar, pp. 341-379.
- BRUNET, R., FERRAS, R., THÉRY, H. (1992), *Les Mots de la géographie*. Paris, Reclus-La Documentation française.
- CAPRON, G., CORTÈS, G., GUÉTAT-BERNARD, H., eds. (2005), *Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires*. Paris, Belin (« Mappemonde »).
- CAVAILLÈS, H. (1940), « Introduction à une géographie de la circulation », *Annales de géographie*, 49 (280), pp. 170-182.
- CASTELLS, M. ([1972] 1981), *La Question urbaine*. Paris, Maspero.
- CHAPMAN, M. & PROTHERO, R.M. (1983), « Themes on circulation in the Third World », *International Migration Review*, 17 (4), pp. 597-632.
- CHAPMAN, M. & PROTHERO, R.M. (1985), « Circulation between "home" and other places : some propositions », in M. Chapman & R.M. Prothero, eds., *Circulation in Population Movement. Substance and Concepts from the Melanesian case*. Londres/Boston, Routledge & Kegan Paul, pp. 1-12.
- COLAS, G. (2009), « Images and territory of gods : from precepts to epigraphs », in D. Berti & G. Tarabout, eds., *Territory, Soil and Society in South Asia*. Delhi, Manohar, pp. 99-142.
- CORTÈS, G., FARET, L., eds. (2009), *Les Circulations transnationales*. Paris, Armand Colin.
- DESHINGKAR, P. & FARRINGTON, J., eds. (2009a), *Circular Migration and Multilocational Livelihood Strategies in Rural India*. Delhi, OUP.
- DESHINGKAR, P., FARRINGTON, J. (2009b), « A framework for understanding circular migration », in P. Deshingkar & J. Farrington, eds., *Circular Migration and Multilocational Livelihood Strategies in Rural India*. Delhi, OUP, pp. 1-36.
- DI MÉO, G. (1998), *Géographie sociale et territoire*. Paris, Nathan.
- DOMENACH, H. & PICOUET, M. (1987), « Le caractère de réversibilité dans l'étude de la migration », *Population*, 42 (3), pp. 469-484.
- DUMONT, L. (1957), *Une sous-caste de l'Inde du Sud. Organisation sociale et religion des Pramalai Kallar*. Paris, Mouton.
- DUMONT, L. (1966), *Homo hierarchicus. Le système des castes et ses implications*. Paris, Gallimard (rééd. 1986).
- DUMONT, L. & POCKOCK, D. (1957), « For a sociology of India », *Contributions to Indian Sociology*, 1, pp. 7-22.
- DUPONT, V. (1999), « Les sans-abri d'Old Delhi : insertion urbaine et stratégies économiques », s. dir. D. Vidal, *Cultures & Conflits*, 35 : *Quelle place pour le pauvre*. Paris, L'Harmattan, pp. 143-172.
- DUPONT, V. & DUREAU, F. (1994), « Rôle des mobilités circulaires dans les dynamiques urbaines. Illustrations à partir de l'Équateur et de l'Inde », *Revue Tiers Monde*, XXXV (140), pp. 801-829.
- DUPONT, V. & LANDY, F. (2003), « Ségrégation et territoire. De quoi parle-t-on ? Réflexions à partir des expériences indiennes et sud-africaines », in P. Gervais-Lambony, F. Landy & S. Oldfield, eds., *Espaces arc-en-ciel : identités et territoires en Afrique du Sud et en Inde*. Paris, Karthala, pp. 41-68.



- DUPONT, V. & LELIÈVRE, E. (1993), «De la navette à la migration en ville. Stratégies de mobilité dans l'Inde de l'ouest», *Cahiers des sciences humaines*, 29 (2-3), pp. 465-483.
- ELIOT, E. (1997), «La diffusion du virus du Sida en Inde», *Mappemonde*, 3, pp. 1-6.
- GARDNER, K. & OSELLA, F., eds. (2003a), *Migration, Modernity and Social Transformation in South Asia*. New Delhi, Sage Publications.
- GARDNER, K. & OSELLA, F. (2003b), «Migration, modernity and social transformation in South Asia: an overview», *Contribution to Indian Sociology*, 37 (1 & 2), pp. V-XXVIII.
- GERVAIS-LAMBONY, P. (2003), *Territoires citadins. Quatre villes africaines*. Paris, Belin.
- GIDWANI, V. & SIVARAMAKRISHNAN, K. (2003), «Circular migration and rural cosmopolitanism in India», *Contributions to Indian Sociology*, 37 (1-2), pp. 339-367.
- GOLDSTEIN, S. (1978), *Circulation in the Context of Total Mobility in Southeast Asia*. Honolulu, East-West Population Institute («Papers of the East-West Population Institute» 53).
- GUHA, R. (1983), *Elementary Aspects of Peasant Insurgency in Colonial India*. New Delhi, OUP.
- HAAN, A. de (1994), *Unsettled Settlers. Migrant Workers and Industrial Capitalism in Calcutta*. Hilversum, Verloren.
- HAAN, A. de & ROGALI, B. (2002), «Introduction: migrant workers and their role in rural change», *The Journal of Development Studies*: «Labour mobility and rural society», 38 (5), pp. 1-14.
- HARRIS, J.R. & TODARO, M.P. (1970), «Migration, unemployment, and development: a two-sector analysis», *The American Economic Review*, 60 (1), pp. 126-142.
- HUGO, G. (1989), «Internal and international migration flows: some recent development in Asia», *XXI<sup>e</sup> Congrès International de la Population*, UIESP, 20-27 sept. 1989, New Delhi, Inde, vol. 2, pp. 239-260.
- JAGGA, L. & GROVER, S. (1993), «Le village perdu. Les ouvriers de la construction à la Nouvelle Delhi», in G. Heuzé, & M.J. Zins, eds., *Les Conflits du travail en Inde et à Sri Lanka*. Paris, Karthala («Hommes et Sociétés»), pp. 211-250.
- JOSHI, V., ed. (1987), *Migrant Labour and Related Issues*. New Delhi, Bombay, Calcutta, Oxford & IBH Publishing Co.
- KATZ, E. & STARK, O. (1986), «Labor migration and risk aversion in less developed countries», *Journal of Labor Economics*, 4 (1), pp. 134-149.
- LACHAÏER, P. (1999), *Firmes et entreprises en Inde. La firme lignagère dans ses réseaux*. Paris, EFEO-IFP-Karthala.
- LAL, B.V., ed. (2007), *The Encyclopaedia of the Indian Diaspora*. Delhi, OUP.
- LANDY, F. (1994), *Paysans de l'Inde du Sud. Le choix et la contrainte*. Paris, Karthala-IFP.
- LANDY, F. (2006), *Un milliard à nourrir. Grain, territoire et politiques en Inde*. Paris, Belin.
- LEFEBVRE, H. (1968), *Le Droit à la ville*. Paris, Anthropos.
- LÉVY, J. & LUSSAULT, M., s. dir. (2003), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris, Belin.

- LUDDEN, D. (1999), *The New Cambridge History of India*, vol. IV, part 4: *An Agrarian History of South Asia*. Cambridge, CUP.
- LUDDEN, D. (2002), «Spectres of agrarian territory in Southern India», *The Indian Economic and Social History Review*, 39 (2-3), pp. 233-257.
- MAHADEV, P.D. & RACINE, J.-L. (1994), «Migrer ou pas ?», in J.-L. Racine, ed., *Les Attaches de l'homme. Enracinement paysan et logiques migratoires en Inde du Sud*. Paris, Éditions de la MSH/Pondichéry, IFP, pp. 3-29.
- MARKOVITS, C. (2000), *The Global World of Indian Merchants, 1750-1947. Traders of Sind from Bukhara to Panama*. Cambridge, CUP.
- MARKOVITS, C., POUCHEPADASS, J., SUBRAHMANYAM, S., eds. (2003a), *Society and Circulation. Mobile People and Itinerant Cultures in South Asia (1750-1950)*. New Delhi, Permanent Black.
- MARKOVITS, C., POUCHEPADASS, J., SUBRAHMANYAM, S. (2003b), «Introduction. Circulation and society under colonial rule», in Id., eds., *Society and Circulation. Mobile People and Itinerant Cultures in South Asia (1750-1950)*. New Delhi, Permanent Black, pp. 1-22.
- MARIUS-GNANOU, K. & BRANGENBERG, C. (2005), «Mobilités de travail et reconstruction des rapports de genre : un exemple dans une vallée industrialisée du Sud de l'Inde», in G. Capron, G. Cortès, H. Guétat-Bernard, eds., *Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires*. Paris, Belin («Mappemonde»), pp. 45-62.
- MC GEE, T.C. (1982), «Labour mobility in fragmented labour markets. The role of circulatory migration in rural-urban relations in Asia», in H. I. Safa, ed., *Towards a Political Economy of Urbanization in Third World Countries*. Delhi, OUP, pp. 47-66.
- MEILLASSOUX, C. (1975), *Femmes, greniers et capitaux*. Paris, Maspero.
- MITCHELL, J. (1961), «Wage labour and African population movements in Central Africa», in K.M. Barbour & R.M. Prothero, eds., *Essays on African Population*. Londres, Routledge & Kegan Paul, pp. 193-248.
- MOSSE, D., GUPTA, S., SHAH, V. (2005), «On the margins in the city. Adivasi seasonal labour migration in Western India», *EPW*, 40 (28), pp. 3025-3038.
- RACINE, J.-L., ed. (1994), *Les Attaches de l'homme. Enracinement paysan et logiques migratoires en Inde du Sud*. Paris, Éditions de la MSH/Pondichéry, IFP.
- RAFFESTIN, C. (1980), *Pour une géographie du pouvoir*. Paris, Litec.
- RAJ, K. (2006), *Relocating Modern Science : Circulation and the Construction of Knowledge in South Asia and Europe, 1650-1900*. Delhi, Permanent Black.
- RAKODI, C. (2002), «A livelihood approach: conceptual issues and definitions», in C. Rakodi & T. Llyoded-Jones, eds., *Urban Livelihoods : A People Centered Approach to Reducing Poverty*. Londres, Earthscan.
- SACK, R. (1986), *Human Territoriality*. Cambridge, Mass., CUP.
- SHAH, A. (2006), «The labour of love: seasonal migration from Jharkhand to the brick kilns of other states in India», *Contributions to Indian Sociology*, 40 (1), pp. 91-118.
- SIMON, G. (2006), «La spatialisation du regard», *Revue européenne des migrations internationales*, 22 (2), pp.9-20.
- SIMMONS, C. & YAMIN, G. (1992), «Seasonality and labour recruitment in India industry in the 19<sup>th</sup> and early 20<sup>th</sup> centuries : case studies of the cotton mills and coal mines».

- [Communication à la 12<sup>e</sup> Conférence européenne sur les Études modernes sur l'Asie du Sud, Berlin, 23-26 sept.].
- SIVARAMAKRISHNAN, K.C., KUNDU, A., SINGH, B.N. (2005), *Handbook of Urbanisation in India*. New Delhi, OUP.
- SKELDON, R. (1990), *Population Mobility in Developing Countries: A Reinterpretation*. Londres & New York, Belhaven Press.
- STARK, O. & BLOOM, D.E. (1985), « The new economics of labor migration », *American Economic Review*, 75 (2), pp. 173-178.
- THERWATH, I. (2009), « Diaspora », in *Dictionnaire de l'Inde*, s. dir. C. Clémentin-Ojha, C. Jaffrelot, D. Matringe et al. Paris, Larousse, pp. 208-213.
- TIMBERG, T. A. (1978), *The Marwaris. From Traders to Industrialists*. Delhi, Vikas Publishing House.
- TINKER, H. (1974), *A New System of Slavery: The Export of Indian Labour Overseas, 1830-1920*. Londres, OUP.
- TODARO, M.P. (1969), « A model of labor migration and urban unemployment in less developed countries », *The American Economic Review*, 59 (1), pp. 138-148.
- VISARIA, P. & KOTHARI, D. (1985), *Data Base for the Study of Migration and Urbanisation in India: A Critical Analysis*. Ahmedabad, The Gujarat Institute of Area Planning (« Working paper » 2).
- WEBER, M. (2003), *Hindouisme et Bouddhisme*. [trad. par I. Kalinowski avec la collab. de R. Lardinois]. Paris, Flammarion (« Champs »).
- WILSON, G. (1941 & 1942), *An Essay on the Economics of Detribalization in Northern Rhodesia*, Parts I and II. Livingstone, Rhodes-Livingstone Institute (« Rhodes-Livingstone Papers » 5 & 6).
- WHITEHEAD, J. (2003), « Space, place and primitive accumulation in Narmada Valley and beyond », *EPW*, 38 (40), pp. 4224-4230.
- World Migration Report 2008: Managing Labour Mobility in the Evolving Global Economy* (2009), Genève, International Organization for Migration, Vol. 4.
- YADAVA, K.N.S. (1992), *Rural Commutation and Rural Development*. Delhi, Shipa Publications.
- YOUNG, M.L. (1984), « Circular mobility and its policy », in *Third Asian and Pacific Population Conference* (Colombo, Sept. 1982), Selected Papers. Bangkok (Thailand)/ Economic and social Commission for Asia and Pacific/ New-York, United Nations (« Asian population Studies Series » 58), pp. 224-237.
- ZELINSKY, W. (1971), « The hypothesis of the mobility transition », *Geographical Review*, 61 (2), pp. 219-249.
- ZELINSKY, W. (1979), « The demographic transition : changing pattern of migration », in *La science de la population au service de l'homme*. [Conférence sur la science au service de la vie], Institut de la vie/UIESP, Vienne. Liège, UIESP, pp. 165-189.
- ZELINSKY, W. (1983), « The impasse in migration theory : a sketch map for potential escapees », in P.A. Morrison, ed., *Population Movements : Their Forms and Functions in Urbanization and Development*. Liège, UIESP, Ordina, pp. 19-46.

Dupont Véronique, Landy F.

Introduction

In Dupont Véronique (ed.), Landy F. (ed.). Circulation et territoire dans le monde indien contemporain.

Paris (FRA) : EHESS, 2010, p. 11-37.

(Purusartha (FRA)), 28. ISBN 978-2-7132-2235-1